

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/IT/SPEC/Q1/4**

22 avril 1998

(98-1631)

---

**Comité des participants sur l'expansion du  
commerce des produits des technologies  
de l'information**

Original: anglais

## REPONSES A L'ENQUETE

### Communication de Hong Kong, Chine

Le Bureau des affaires économiques et commerciales de Hong Kong a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 avril 1998.

\_\_\_\_\_

Comme suite à votre lettre du 19 février 1998 relative à l'enquête sur les questions liées aux normes concernant les produits des technologies de l'information, j'ai l'honneur de communiquer au Secrétariat les réponses ci-jointes.

Réponses de Hong Kong, Chine à l'enquête sur les règlements techniques et  
les procédures d'évaluation de la conformité concernant les produits  
des technologies de l'information

**1. Votre gouvernement a-t-il émis des règlements techniques obligatoires pour assurer la sécurité technique du matériel des technologies de l'information? Dans l'affirmative, prière de préciser. Ces règlements sont-ils alignés sur la norme CEI 950? Dans la négative, prière d'expliquer la pratique en vigueur actuellement.**

La sécurité des produits électriques destinés à un usage domestique à Hong Kong, y compris le matériel des technologies de l'information à usage domestique, est contrôlée conformément au Règlement sur les produits électriques (sécurité), qui entrera en vigueur en mai 1998. Les normes pertinentes en matière de sécurité, comme la norme CEI 950 ou d'autres normes internationales et nationales équivalentes, peuvent être acceptées.

En outre, la sécurité du matériel des technologies de l'information devant être raccordé au réseau public de télécommunication est régie par les spécifications pertinentes de la HKTA. Le matériel conforme à la norme CEI 950 est réputé satisfaire aux prescriptions de la spécification 2001 de la HKTA.

**2. Votre gouvernement a-t-il émis des règlements techniques obligatoires relatifs aux interférences électromagnétiques pour le matériel des technologies de l'information? Dans l'affirmative, prière de préciser. Ces règlements sont-ils alignés sur la norme CISPR 22? Dans la négative, prière d'expliquer la pratique en vigueur actuellement.**

Dans le domaine de la compatibilité électromagnétique, le texte de base qui est le Règlement sur les télécommunications (contrôles des interférences), est fondée sur la norme internationale CISPR 22, sauf qu'il n'est pour l'instant pas prévu d'y intégrer la partie relative à l'immunité contre les interférences de la norme CISPR 22, norme obligatoire à Hong Kong. Autrement dit, le matériel conforme à la norme CISPR 22 est considéré comme satisfaisant aux prescriptions sur la compatibilité électromagnétique appliquées à Hong Kong.

**3. Quelles procédures d'évaluation de la conformité concernant soit le produit, soit le procédé de fabrication, votre gouvernement exige-t-il aux fins d'homologation des produits des technologies de l'information (y compris la compatibilité électromagnétique (CEM), la sécurité électrique, les télécommunications et le matériel radioélectrique terminal, ainsi que d'autres domaines)?**

**Les fournisseurs peuvent-ils appliquer ces procédures (essai, déclaration de conformité, etc.) ou incombe-t-il à des tiers de le faire?**

**Sur quelles normes ou lignes directrices internationales ces procédures sont-elles fondées, le cas échéant?**

S'agissant de la sécurité électrique, les fournisseurs sont obligés, en vertu du Règlement sur les produits électriques (sécurité), de s'assurer que des certificats de conformité aux prescriptions de sécurité ont été délivrés pour leurs produits avant de pouvoir les mettre en vente à Hong Kong. Comme le matériel des technologies de l'information n'est pas visé par ledit règlement, l'autodéclaration par laquelle le fabricant certifie la conformité aux prescriptions de sécurité peut également être considéré comme un moyen acceptable de satisfaire à cette obligation.

Dans le cadre des procédures d'évaluation de la conformité, le matériel terminal est classé soit dans la catégorie du matériel à ligne unique, soit dans celle du matériel à lignes multiples lorsqu'il est raccordé au réseau public de télécommunication.

Selon la réglementation actuelle, la certification du matériel à ligne unique n'est pas obligatoire. Toutefois, pour renforcer la confiance du consommateur, les fabricants sont encouragés à procéder volontairement à des essais de conformité afin de montrer que leurs produits à ligne unique sont conformes aux normes techniques pertinentes établies par la Direction des télécommunications.

La certification du matériel terminal à lignes multiples destiné à être raccordé au réseau public de télécommunication et du matériel terminal à ligne unique destiné à être raccordé à des circuits privés loués est obligatoire pour obtenir l'autorisation de raccordement au réseau de télécommunication.

Les fabricants et les fournisseurs peuvent librement choisir les organismes devant procéder aux essais de conformité. Les autorités reconnaissent les résultats des essais s'il peut leur être démontré que la procédure a été appliquée conformément aux normes en vigueur à Hong Kong. Elles ont unilatéralement reconnu les rapports d'évaluation faits par des organismes d'essai accrédités dans des pays membres de l'OCDE et dans des membres de l'APEC appliquant des normes équivalentes. Des certificats sont délivrés par la Direction des télécommunications sur demande.

S'agissant de la certification du matériel de radiocommunication, la Direction des télécommunications applique ses propres procédures d'essai (y compris pour la compatibilité électromagnétique (CEM), la sécurité électrique et d'autres domaines) et de certification. Les autorités reconnaissent également les résultats des essais effectués par des organismes d'essai accrédités par des autorités étrangères. L'homologation par des autorités étrangères est également reconnue si elle se fonde sur des normes équivalentes aux normes en vigueur à Hong Kong. Ce principe est particulièrement bien suivi dans le cas du matériel mobile cellulaire car il permet d'accroître l'efficacité du processus d'homologation national.

Pour le matériel ne servant pas à la communication et les appareils récepteurs de radiodiffusion commerciaux, l'évaluation de la conformité n'est pas obligatoire en ce qui concerne la compatibilité électromagnétique. Ce paramètre est toutefois pris en compte lors de l'homologation du matériel de radiocommunication.

---